

Gilles BOURQUE et Jules Duchastel
ProfesseurS de sociologie à l'UQAM
(1988)

“Le discours économique duplessiste”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gilles Bourque et Jules Duchastel, "**Le discours économique duplessiste**".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, **Georges-Émile Lapalme**, pp. 133-141. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection: Les leaders politiques du Québec contemporain.

MM. Bourque et Duchastel nous ont tous deux autorisés à diffuser la totalité de leurs travaux, M. Bourque le 11 juillet 2004, et M. Duchastel le 5 janvier 2005.



Courriels : bourque.gilles@uqam.ca et duchastel.jules@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 20 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.



Gilles Bourque,

Sociologue, retraité de l’enseignement de l’UQAM

“ Le discours économique duplessiste ”



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, **Georges-Émile Lapalme**, pp. 133-141. Montréal: Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection: Les leaders politiques du Québec contemporain.

Dans le cadre de ce colloque consacré à Georges-Émile Lapalme, nous tenterons de faire ressortir certains aspects du discours dominant contre lequel l'homme politique a tant combattu durant les années cinquante. Notre intervention nous permettra de communiquer en ce sens certains résultats d'une recherche beaucoup plus vaste qui porte sur les aspects politiques du discours émanant des principales institutions québécoises de 1936 à 1960. Ce projet auquel nous travaillons depuis déjà quelques années est animé d'un double objectif. Nous espérons, bien sûr, contribuer au développement des connaissances sur le discours et les représentations qui ont dominé cette période de notre histoire encore relativement peu étudiée, mais nous voulons en même temps participer à l'écllosion de cette méthode relativement nouvelle que représente l'analyse de textes assistée par ordinateur. Nous serons aujourd'hui fort discrets sur ce deuxième objectif, sinon pour souligner que, dans un tel cadre, nous avons contribué directement à la formation, à l'Université du Québec à Montréal, du Centre d'analyse de textes par ordinateur qui rayonne maintenant non seulement auprès des autres universités québécoises, mais aussi sur la scène internationale.

Les résultats que nous communiquerons, en évitant de nous engager dans les dédales méthodologiques et techniques de la recherche, émergent d'une analyse des discours du budget durant cette période qui fera la matière d'un ouvrage à publier dans les mois à venir. Les discours du budget ne constituent qu'une infime partie d'un corpus de plus de cinq milles pages, formé de neuf grands sous-ensembles, allant du discours constitutionnel aux mandements des Évêques, en passant par les discours patronaux et populaires.

Il importe donc au point de départ de conférer leur juste dimension aux considérations que nous serons amenés à faire à partir de l'analyse des discours du budget. Il ne saurait être question de proposer ici une tentative de compréhension du discours politique duplessiste dans sa totalité, mais bien plutôt la saisie partielle et limitée des aspects économiques du discours hégémonique durant cette

période. Cette première précision en appelle déjà une autre. Lorsque nous parlons des aspects économiques du discours politique, on doit bien comprendre que, dans notre perspective, il ne s'agit nullement de nous livrer à l'étude de la politique économique qui a caractérisé le duplessisme. Ce travail ayant déjà été entrepris par des chercheurs comme Gérard Boismenu et Jocelyn Létoumeau, nous avons concentré notre attention sur les dimensions de la représentation idéologique qui fondent l'énoncé de la politique économique.

Est-il besoin de souligner qu'un discours du budget ne se limite pas à de simples propositions techniques et comptables, mais qu'il n'énonce une politique économique qu'en mobilisant une forme particulière de la représentation de la société dans son ensemble. De quel type de société et de quelle forme de rapports sociaux nous parle le ministre des Finances quand il se lève pour prononcer son discours du budget ? Voilà la question à laquelle nous avons tenté de répondre.

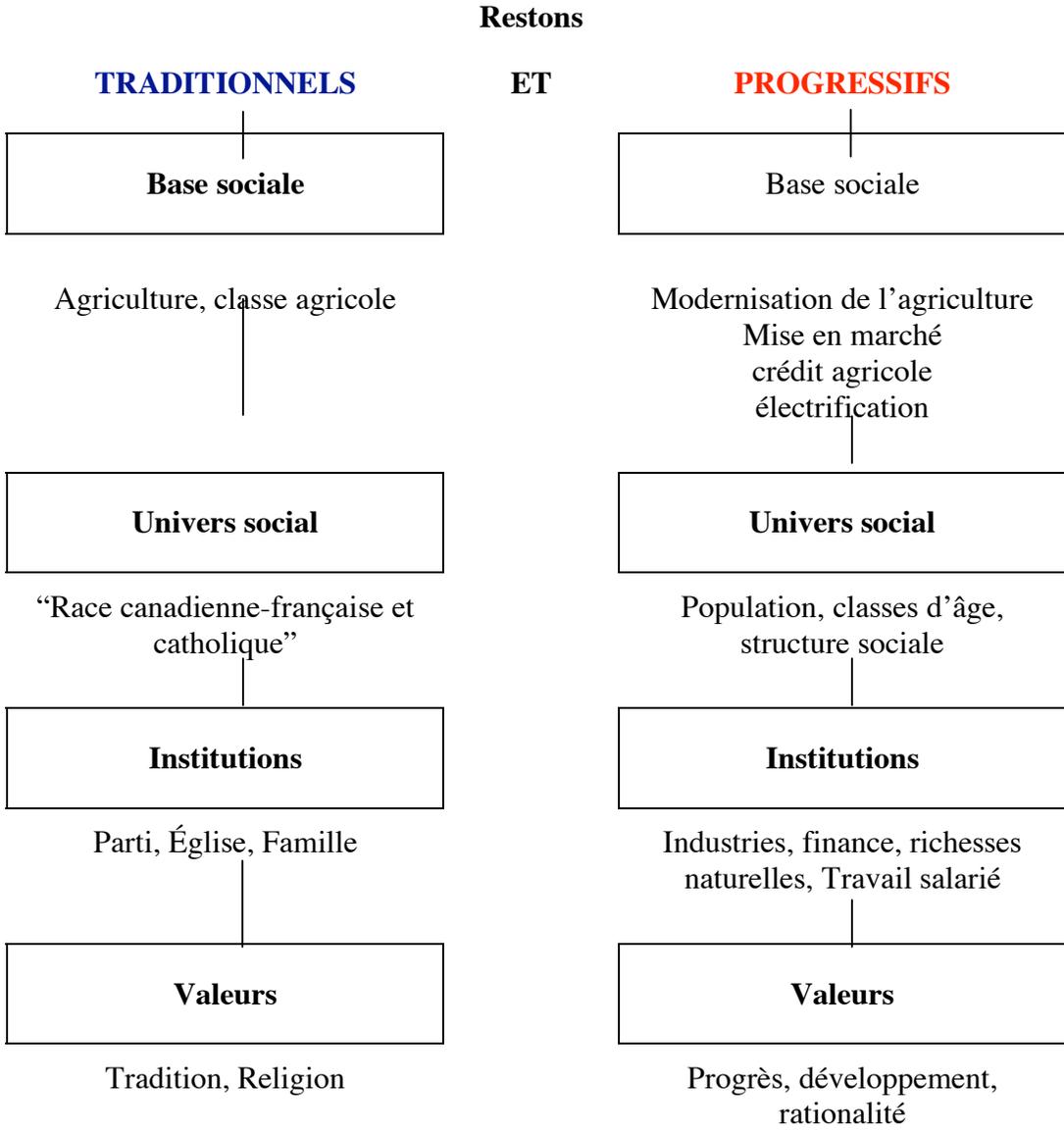
La réponse à une telle question, surtout quand il s'agit de l'Union Nationale, implique que l'on se départisse de quelques idées reçues, en même temps qu'elle exige la définition la plus claire possible des principaux aspects de notre démarche. Il nous faudra, d'abord et une fois pour toutes, comme on commence à le faire de plus en plus, nous débarrasser des images d'Épinal représentant l'histoire de la période, telle celle de la Grande noirceur, ainsi que Duplessis et l'Union Nationale comme les grands responsables de cette promotion d'une sorte de moyen âge dans le Québec d'après-guerre. Ce type de lecture est beaucoup trop lié à la vision du passé récent que nous proposaient les idéologues de la Révolution tranquille. Essayons, au contraire, de montrer comment la réalité de l'époque était beaucoup plus complexe et ne saurait être perçue à partir d'une dichotomisation simpliste entre le noir et le blanc, entre la lumière et la noirceur. Qu'on nous comprenne bien, il ne s'agit nullement de condamner les promoteurs de la Révolution tranquille, mais de prendre les distances qui s'imposent par rapport aux différents protagonistes qui s'affrontaient à la fin des années cinquante et au début des années soixante.

Cette tentative d'introduire la nuance peut être schématiquement opérée de deux façons. Nous pourrions montrer, par exemple, que le paysage politico-idéologique était beaucoup plus diversifié qu'on a voulu l'admettre. Nous dirons dans cette perspective que plusieurs idéologies et plusieurs visions du monde s'affrontaient. A partir d'un schéma élémentaire opposant les tenants du rattrapage à ceux de la conservation, les progressistes aux conservateurs, il sera dès lors possible de complexifier de plus en plus le tableau en montrant qu'à l'encontre du prétendu unanimité régnant il existait plusieurs tendances et plusieurs types de "progressistes" et de "rattrapeurs" et, cela est même possible, plusieurs nuances de conservatisme.

Une telle démarche demeure fort légitime, sinon nécessaire, même si nous adopterons un autre point de vue. Plutôt que de dresser le tableau d'une sorte de mosaïque au sein de laquelle l'expression d'une idéologie particulière s'insérerait à côté de toutes les autres possibles, nous avons cherché à déceler comment la mosaïque elle-même se reproduisait à l'intérieur d'un seul et même discours. Autrement dit, plutôt que de considérer l'univers de la représentation du monde, au sein d'une société, comme une sorte de champ de bataille au sein duquel s'opposeraient différentes idéologies totalement imperméables les unes par rapport aux autres, nous nous attacherons à l'interpénétration des différents idéologies et des différentes représentations du monde au sein d'un même discours. Nous ne prétendons nullement ici que l'on puisse opposer mécaniquement ces deux approches. Pour faire ressortir l'interprétation de différentes idéologies au sein d'un même discours, il importe que l'on saisisse ces dernières dans leur spécificité respective. La démarche de la recherche fusionne, en fait, ce que nous présentons ici comme deux approches distinctes. Voilà pourquoi notre corpus est constitué de différentes formes discursives (discours électoral, discours patronal et discours populaire, par exemple) et de différentes formations discursives (discours libéral, discours unioniste, discours fédéral). Il s'agira toujours de saisir la particularité, en même temps que la pluralité présentes au sein de chaque discours ¹.

¹ Nous ne prétendons nullement ici que puissent s'opposer mécaniquement ces deux approches. Pour faire ressortir l'interprétation de différentes idéologies au sein d'un même discours, il importe qu'on saisisse ces dernières dans leurs spécificités respectives. La démarche de la recherche fusionne, en fait ce que nous présentons ici comme deux approches distinctes. Voilà pourquoi notre corpus est constitué de différentes formes discursives (discours électoral, discours patronal et discours populaire, par exemple) et de différentes formations discursives (discours libéral, discours unioniste, discours fédéral). Il s'agira toujours de saisir la particularité en même temps que la pluralité présentes au sein de chaque discours.

Tableau 1



Une telle perspective, attentive à la présence de l'intertextualité, présente au sein d'un discours, s'est imposée dans la dynamique même de la recherche, aussi bien à cause de la complexité et des aspects contradictoires du discours étudié qu'en fonction des considérations théorico-analytiques sur la nature du discours politique que notre démarche imposait. Le discours politique se présente, dès le départ et par définition, comme un discours polémique, comme une discussion

sans cesse reproduite sur les conditions de la transformation de la société. La particularité de cette forme discursive doit être comprise en rapport avec la représentation du monde qui s'affirme au sein des sociétés démocratiques. Ne se concevant plus comme une simple émanation d'un ordre divin transcendant, ces sociétés se représentent comme se produisant elles-mêmes. Le discours politique apparaît ainsi comme un vaste débat sur la façon de produire et de transformer une société donnée. Un débat sans cesse répété puisque plusieurs points de vue peuvent s'affirmer dès lors que nulle vérité transcendante ne saurait être invoquée. Un débat sur la transformation aussi puisque la société apparaît dès lors comme une vaste chantier qu'il faut toujours parfaire, le corps social étant perpétuellement projeté vers l'avant à partir de la dynamique inhérente à l'idée de progrès. Se présentant toujours comme une alternative s'opposant à toutes les autres possibles, un discours politique à propension hégémonique en sera forcément amené à tenter d'intégrer en les retraduisant sur ses propres bases la plus grande partie des arguments des contre-discours.

Voilà pourquoi un analyste du discours politique doit être attentif à l'interpénétration des différentes idéologies et des différentes représentations qui cohabitent de façon plus ou moins contradictoire au sein du discours particulier qu'il étudie. Pratiquer l'analyse du discours politique consiste, en ce sens, à rechercher la pluralité des idéologies dans la particularité de chaque discours, c'est en définitive accorder la priorité au dévoilement des contradictions internes plutôt que de s'attarder à déceler une homogénéité le plus souvent illusoire. Voilà du moins ce que nous avons pratiqué en analysant les discours du budget duplessiste.

"Monsieur l'Orateur", déclare solennellement Onésime Gagnon dans son discours du budget du mois de février 1949, "Monsieur l'Orateur, restons traditionnels et progressifs". Si on prend au pied de la lettre et si on accorde leur pleine extension sémantique aux deux qualificatifs qu'il conjugue, un tel énoncé ne manquera pas de paraître totalement contradictoire. On sera d'abord tenté de n'y voir qu'une simple formule, uniquement imputable au style fleuri du ministre des Finances. Une analyse attentive de l'ensemble du discours nous forcera très rapidement à abandonner une telle hypothèse. Le projet de rester "traditionnels et progressifs" renvoie à deux espaces discursifs pleinement déployés au sein des énoncés budgétaires de l'Union Nationale, l'un rappelant les vertus du traditionnalisme, du passé et de la socialité pré-moderne, l'autre, au contraire, profilant le modernisme à partir de l'invasion massive de l'idée de progrès.

On connaît assez bien ces aspects du duplessisme référant à la société traditionnelle et à l'idée de tradition. La classe agricole et l'agriculture sont représentées comme la base assurant la stabilité de l'économie et de tout "l'édifice social". Le discours vante encore les mérites d'une communauté nationale toujours

définie en termes ethnique et culturel, la "race canadienne-française et catholique". Le duplessisme enfin, comme la plupart des discours de droite dans nos sociétés occidentales, promeut trois institutions fondamentales, le parti, l'Église et la famille, toutes trois présentées comme les garants de la préservation de la tradition. Voilà donc très schématiquement retraduit un espace discursif fortement homogène sur lequel s'appuie le projet de "rester traditionnels" (voir tableau 1).

En déplaçant notre regard, nous découvrirons pourtant un autre espace de discours, tout aussi homogène, mais non moins presque entièrement différent. Il s'agit cette fois de ne prendre en considération que les parties des énoncés budgétaires qui traitent spécifiquement d'économie. Le ministre des Finances nous parle cette fois d'industrie, de science et de technologie, de richesses naturelles et de finance, d'investissement et de travail salarié. L'univers de la représentation traditionnelle que nous avons évoqué plus haut est presque complètement exclu. Voilà plutôt que les grandes valeurs du modernisme économique règnent en maître. Le progrès, le développement, la rationalité sont désormais liés à la promotion de l'industrialisation et aux effets que cette dernière provoque sur la structure sociale, la population, l'espace, les classes d'âges, etc. Bien sûr, le discours spécifiquement économique nous parle abondamment d'agriculture, mais c'est pour y promouvoir la mécanisation et la mise en marché, et pour célébrer le fait que l'électrification rurale apportera le confort des villes à la campagne (voir tableau 1).

Voilà sommairement brossé le tableau de deux espaces discursifs profilant au sein d'un même discours deux mondes antithétiques, mais n'en fondant pas moins le projet de "rester traditionnels et progressifs". On soupçonne que le discours ne puisse maintenir un tel écartèlement sans, en certains endroits, mettre directement en rapport le progrès et la tradition. Nous investirons donc maintenant d'autres lieux, ceux-là mêmes où se conjuguent le traditionalisme et le modernisme.

Le premier est aisément repérable : il est constitué par l'ensemble des énoncés portant sur les débats constitutionnels dans l'après-guerre. Une analyse attentive des luttes pour l'autonomie provinciale et de la résistance au passage à l'État keynésien, une lecture pas trop pressée surtout de faire ressortir le seul aspect réactionnaire du duplessisme à ce propos, nous permettent de mettre en lumière des procédés discursifs relativement paradoxaux. La promotion de l'autonomie provinciale et les résistances à la centralisation se déploient, on le sait, au nom de la défense et de l'illustration de la société traditionnelle. Seule l'autonomie provinciale permettra, nous dit Onésime Gagnon, de préserver la famille, l'Église, la tradition, la religion, ainsi que la "race canadienne-française et catholique". Le discours sur l'autonomie se porte donc à la défense du traditionalisme.

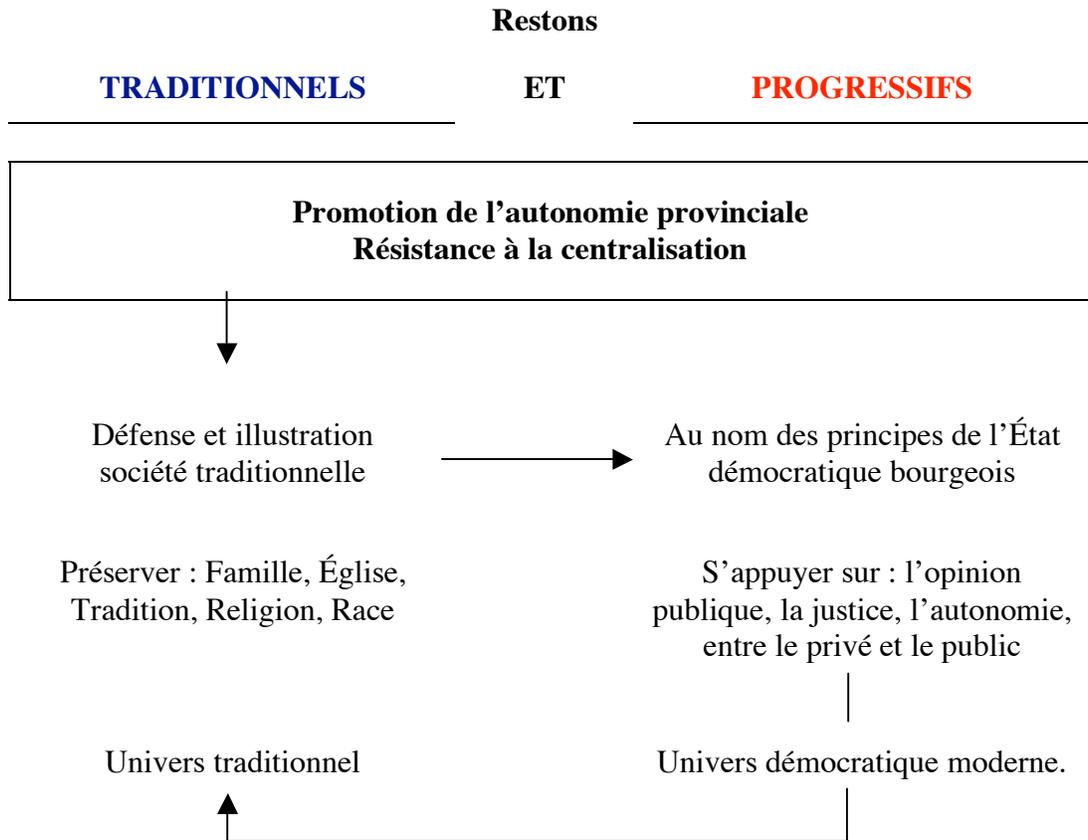
Une telle assertion est, bien sûr, loin d'être nouvelle. Nous avons cependant tenté d'aller plus loin en nous demandant sur quelle base était défendu l'univers traditionnel. Nous avons dès lors exploré, jusqu'à les décortiquer, l'ensemble des énoncés portant sur les relations fédérale-provinciales. À côté de la représentation traditionnelle, nous avons repéré et, surtout, nous avons pris au sérieux la présence massive des grandes notions reliées à la représentation de la société politique moderne : le privé et le public, l'opinion publique et la démocratie, la justice et l'autonomie. La représentation du monde reliée au modernisme politique fonctionne ainsi pleinement et de façon cohérente au sein de la discursivité duplessiste. Il apparaît dès le départ évident qu'à travers la promotion de l'autonomie provinciale, le discours démocratique permet de défendre la société et les institutions traditionnelles. Ainsi Onésime Gagnon en appellera-t-il à la démocratie pour préserver l'autonomie des sociétés locales contre la centralisation. Ce fait étant admis, il nous a semblé que l'analyse ne devrait pas s'arrêter là.

À trop nous attarder sur le fait que le discours démocratique était détourné de son sens, puisqu'il servait en dernière analyse à défendre la société traditionnelle, nous risquons de perdre de vue l'effet de tels procédés discursifs sur le traditionnalisme lui-même. S'il apparaît légitime de s'interroger sur la dénaturation possible du discours démocratique quand il est invoqué à la défense du traditionnalisme, n'est-il pas tout aussi pertinent de renverser le questionnement en nous demandant ce qu'il advient du discours traditionnel lorsqu'il est acculé à défendre le traditionnalisme sur la base de l'intégration systématique et massive des grandes notions d'un contre-discours qui le nie. En bref, l'analyse des énoncés portant sur les débats constitutionnels nous a amenés à considérer le discours duplessiste comme un discours de transition et à nous interroger sur la dynamique d'un discours devenant essentiellement défensif. Nous tentons de montrer que les luttes contre la centralisation et la résistance au passage à l'État keynésien force le discours duplessiste à intégrer de plus en plus les grandes valeurs du modernisme politique. Le traditionnalisme est ainsi refoulé dans ses dernier retranchements. Nous croyons avoir commencé à démontrer qu'un tel discours, amené à préserver la tradition en se réclamant de la démocratie, enclenche sur ses propres bases un processus de soumission du traditionnalisme au modernisme. Le traditionnalisme ne saurait demeurer le même lorsque, pour le promouvoir, on doit régulièrement faire appel à l'opinion publique. En somme, à travers les luttes pour l'autonomie provinciale, le discours duplessiste ne peut "rester traditionnel et progressif qu'au prix d'une assimilation de plus en plus envahissante du discours démocratique (voir tableau 2).

La conjugaison du traditionalisme et du modernisme s'opère en un autre lieu que nous allons étudier maintenant, celui des valeurs. Il s'agira cette fois d'aborder le discours à partir des grandes valeurs qu'il propose et dont il se réclame. Comme on s'y attend, on redécouvrira la même présence de deux types de valeurs contradictoires correspondant aux espaces traditionnel et moderne dont nous parlons depuis le début : d'une part, donc, les valeurs traditionnelles (la tradition, la religion), de l'autre, les valeurs reliées au modernisme (progrès, justice, liberté, individualisme). Nous excluons de l'analyse les valeurs spécifiquement reliées au modernisme politique dont nous avons fait état plus haut. Nous conservons donc au point de départ deux types de valeurs antithétiques, les unes afférant au traditionalisme, les autres au modernisme économique.

On relèvera d'abord la présence beaucoup plus massive des valeurs modernistes et surtout la très nette dominance de l'idée de progrès qui constitue et de loin la valeur la plus importante dans l'ensemble du discours. Faut-il en conclure immédiatement à la dominance du modernisme ? Retenons notre jugement à ce propos, car les processus idéologiques ne se laissent pas réduire au simple décompte statistique. Reprenons plutôt nos deux univers dichotomiques et tentons d'y repérer des rapports. Pour ce faire, il nous faudra introduire deux autres types de valeurs qui prennent une importance décisive dans la discursivité duplessiste : les valeurs disciplinaires (responsabilité, travail, fidélité...) et les valeurs afférant au contrôle social (stabilité, ordre, collaboration...). Loin de nous permettre de repérer des rapports entre le traditionalisme et le modernisme, l'analyse des liens entre ces quatre sous-ensembles fera ressortir en un premier temps la formation de deux espaces de valorisation presque entièrement disjoints. Les valeurs traditionnelles et disciplinaires fonctionnent en symbiose, alors que les valeurs reliées au modernisme économique et au contrôle social forment un ensemble séparé du premier. Nous revoilà encore "traditionnels et progressifs" : la tradition, le travail, la morale et la responsabilité d'une part ; le progrès, l'ordre et la stabilité, d'autre part.

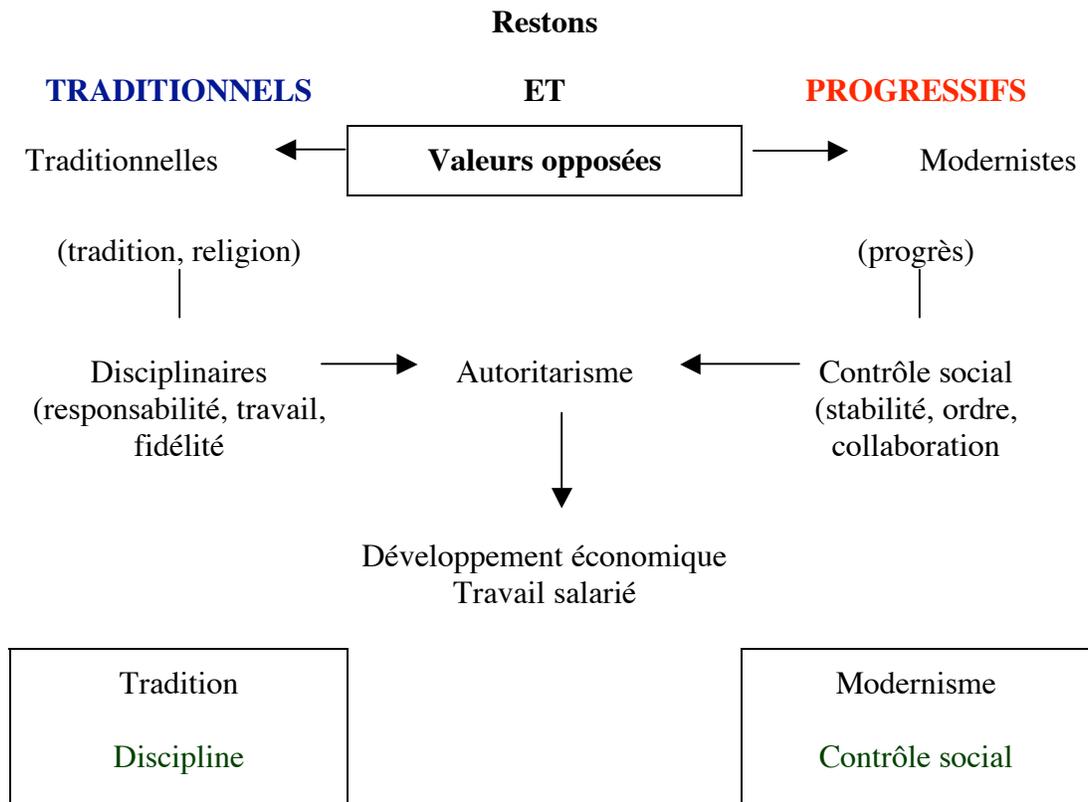
Tableau 2



Deux champs de valorisation séparés donc entre lesquels il n'existe que très peu de rapports dans les énoncés spécifiquement économiques du discours. Il est pourtant possible de repérer la mise en rapport de ces quatre types de valeurs en un endroit précis du discours, celui qui porte sur la stratégie de développement économique et sur la question du travail salarié. On connaît, bien sûr, les aspects autoritaires et disciplinaires du discours duplessiste dans tous les domaines reliés à la classe ouvrière et au travail salarié. Mais on mesure assez mal, sauf pour la dénoncer ou la célébrer, la place de l'autoritarisme dans l'ensemble du discours duplessiste. La recherche nous a permis de faire ressortir que cet autoritarisme (ici représenté par les valeurs de disciplinarisation et de contrôle social) opère la jonction entre le traditionalisme et le modernisme (valeurs modernistes). L'autoritarisme enclenche une sorte d'embrayage qui, de la proclamation de la tradition (valeurs traditionnelles) à la louange du travail (valeurs disciplinaires) et de l'ordre (valeurs de contrôle social) débouche sur la célébration du progrès.

Ainsi la classe ouvrière est-elle représentée comme un groupe fier de ses traditions et, en conséquence, comme une classe travailleuse et respectueuse de l'ordre. Ces qualités, affirme le ministre des Finances, permettent d'attirer les investissements étrangers et assurent en conséquence le progrès de la province (voir tableau 3).

Tableau 3



Nous voilà ainsi à la croisée des chemins, celle où se rejoignent deux des traits les plus manifestes des discours du budget duplessistes : la présence massive de l'idée de progrès, mais la dichotomisation non moins significative entre deux espaces discursifs reliés au modernisme et au traditionalisme. On y découvre que c'est à travers l'affirmation d'une idéologie autoritaire qu'Onésime Gagnon propose de "rester traditionnels et progressifs". Il nous faudra encore une fois constater que la reproduction du traditionalisme ne pourra être réalisée qu'au prix de sa soumission au modernisme. Si la société traditionnelle ne pouvait être défendue sur le plan politique, nous l'avons souligné plus haut, qu'au prix de l'intégration des grandes valeurs démocratiques, voilà que le traditionalisme,

marginalisé au sein des énoncés strictement économiques, ne peut s'y maintenir qu'en servant en quelque sorte de réservoir éthique alimentant une idéologie autoritaire tout entière tendue vers la proclamation de la nécessité du progrès. Nous en concluons donc, pour reprendre une vieille formule, que le "secret caché" du duplessisme consiste en sa capacité de profiler la société moderne dynamisée par l'idée de progrès, à la faveur d'une idéologie autoritaire qui s'abreuve au traditionnalisme.

Nous terminerons ce bref exposé en proposant deux types de réflexion. Nous réinsisterons d'abord sur la nécessité de rompre définitivement avec les thèses affirmant l'existence, durant cette période, d'un divorce quasi absolu entre le développement accéléré de l'économie et le maintien sans transformations d'une superstructure politico-idéologique fortement traditionnelle. Comme nous y invitait fort justement l'historien Michel Brunet, il importe de toujours nous méfier de la version de l'histoire proposée par l'équipe gagnante. Dans notre cas, il s'agit bien sûr de cette version de l'histoire de l'après-guerre proposée par les idéologues de la Révolution tranquille, présentant cette période comme une sorte de moyen âge.

Quant au duplessisme lui-même, on ne saura le comprendre, dans toutes ses dimensions, ni expliquer ses succès politiques répétés en le réduisant à une simple ploutocratie patronneuse absolument et totalement obtuse. L'Union Nationale était, à l'évidence, un parti de droite et ses dirigeants fiers de l'être, mais cela ne devrait pas conduire à des analyses dont les perspectives étroites confinent parfois à la caricature. Le Québec d'après-guerre se transformait de façon accélérée, aussi bien sur les plans politique, culturel et idéologique qu'au niveau économique et l'Union Nationale, malgré ses aspects conservateurs et réactionnaires, s'inscrivait inévitablement dans ce procès de transformation. Il ne s'agit certes pas de condamner ici les oppositions de l'époque, ni de minimiser l'importance du rôle qu'y a tenu un homme comme Georges-Émile Lapalme, mais d'essayer de comprendre un processus global de transformation dont le sens échappait en partie aux acteurs eux-mêmes.

À cette étape de notre recherche, il nous est du moins possible d'affirmer que la particularité du discours économique duplessiste résidait dans sa capacité de profiler la société de consommation, en train de s'implanter au Québec, au sein d'une société dont les générations récentes étaient à peine issues du monde rural. Cette société et, en particulier sa classe ouvrière, étaient loin d'être imperméable à ce discours projetant la fascination de la société de consommation, à la ville comme à la campagne et, avec elle, comme on le disait à l'époque, la convoitise du "set de cuisine chromé", du "gros char", du "frigoridaire", de la "t.v." et du "toaster". Cette fascination provoquait une course aux acquisitions matérielles,

envahissant la vie quotidienne, qui pouvait s'appuyer sur une discipline et une éthique du travail autoritaire, besogneuse et paternaliste, puisant sa force au sein d'une socialité traditionnelle encore familière. Voilà du moins l'un des sens possibles de la réflexion qui ressort de nos premiers résultats de recherche. Nous rejoignons ainsi certaines des thèses proposées à l'époque par Marcel Rioux, soulignant l'écart de plus en plus net entre un "éthos" populaire progressivement américanisé et une idéologie dominante encore clérico-nationaliste. Nous croyons maintenant pouvoir avancer que le discours politique dominant, et c'était sa force, tentait de concilier cet éthos de la société de consommation et cette idéologie de la société traditionnelle.

L'analyse du duplessisme peut aussi nous permettre de réfléchir sur les transformations qui traversent la société québécoise actuelle et toutes les sociétés occidentales. En cette ère de désengagement de l'État et de néo-libéralisme, il n'est sans doute pas inutile de revenir à l'étude de nos sociétés quand s'y affirmaient l'État dit non interventionniste et le libéralisme économique. Ce retour contribuera peut-être à nous convaincre de la complexité que représente l'adoption d'une stratégie de sortie de crise conséquente et, sans doute encore davantage, de l'étroitesse de vue des propositions néo-libérales les plus répandues à ce propos. Le retour à l'économie de marché et le désengagement de l'État impliquent, en effet, une réorganisation globale de notre société qui dépasse largement la vente des sociétés d'État et la déréglementation. C'est bien plutôt la socialité elle-même ou, si l'on veut, la façon de vivre en société qui doit être réinventée et, avec elle, le mode de vie, la culture quotidienne, les formes de la représentation et les idéologies.

Fort schématiquement, on peut dire que le compromis keynésien, c'est-à-dire au Québec celui de la Révolution tranquille, dorénavant remis en question, a été fondé sur la socialisation de l'idée de progrès et axé sur la promotion de la justice redistributive. Le progrès économique devint le progrès social. Mais il importe de constater que cette idéologie s'est matérialisée dans un ensemble d'institutions publiques et parapubliques qui ont marqué notre façon de vivre en société, jusque dans nos gestes les plus quotidiens, du chèque d'allocation familiale à nos "préjugés favorables" envers une éthique du travail fondée sur le droit à la résistance et la réduction des écarts sociaux. Prôner le désengagement de l'État et chanter le néo-libéralisme, c'est donc en même temps en appeler à la désocialisation de l'idée de progrès.

Serions-nous ainsi à l'aube d'un retour au duplessisme ? Nous pourrions l'affirmer si nous nous en tenions à cet aspect, somme toute fort restreint, du duplessisme qui concerne le non-interventionnisme et l'idéologie développementaliste animant sa politique économique. Nous en demeurons

cependant fort loin. La politique développementiste duplessiste s'appuyait sur une idée de progrès pleinement efficace au sein d'une société de consommation en train de se mettre en place. Au contraire, la nouvelle représentation du développement qui s'affirme à travers l'idéologie scientifique et technique n'apparaît plus que petitement "progressive", puisque l'idée de progrès y est proprement réduite à celle du virage technologique.

La distance séparant néo-libéralisme et duplessisme ne prend cependant toute sa dimension qu'à l'examen de leur commune, mais néanmoins fort différente, célébration de l'individu et de ses responsabilités. Comme nous avons tenté de le montrer, dans le discours duplessiste comme dans le Québec d'après-guerre, l'individu libéral était, pour ainsi dire, encadré par une représentation pré-moderne et par les institutions traditionnelles qu'étaient l'Église d'alors et la famille élargie. Or, à la faveur de la crise des années quatre vingt, l'individu est dorénavant invité à se mettre complètement à nu. Comme le souhaitaient les économistes libéraux du dix-neuvième siècle en prêchant dans un désert relatif, seuls ne devraient maintenant subsister que l'individu et l'utilitarisme. On peut penser que le rêve libéral atteint ici ses propres limites dont nos sociétés actuelles ne sauraient pas davantage se suffire. Une telle stratégie de sortie de crise impliquerait, en effet, l'éclatement de la société, les institutions sociales devant se réduire à l'économie de marché et à l'administration d'un magma d'appareils, entièrement soumis à des procédés scientifiques et techniques. "Ni syndicats, ni concertation, ni planification, ni CLSC", nous chantent les hérauts les plus radicaux du néolibéralisme. L'analyse du duplessisme nous donne à penser qu'un tel projet ne peut advenir si nulle Église, si nulle famille, si, en somme, nulle institution sociale ne viennent soutenir, par la bande, les rêves anti-communautaires de nos néolibéraux. C'est dire, d'une autre manière, que le projet néo-libéral, quoiqu'on en dise, ne saurait s'affirmer sans que ne soit réinventé l'autoritarisme et sans que ne soit mises en place de nouvelles institutions fortement disciplinaires. C'est souligner, enfin, l'urgence de la constitution d'un regroupement d'hommes et de femmes luttant contre la reconstitution d'une socialité à propension totalitaire, comme s'y est acharné Georges-Émile Lapalme durant les années cinquante.

Fin du texte